



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-39123>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **25-39123**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ville de Grasse (06)

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VILLE DE GRASSE DANS LE CADRE DE LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Description : ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VILLE DE GRASSE DANS LE CADRE DE LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Identifiant de la procédure : e5c52632-ff61-4ecb-9475-4df0c871d4d1

Identifiant interne : 2025.JV.CD.AZ.IP.OR

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

Principales caractéristiques de la procédure : Le présent cahier des charges a pour objet de définir la mission d'études et d'assistance technique à la Ville de Grasse dans le cadre de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour la prise en compte des obligations Loi Climat et Résilience et mise en compatibilité avec le SCoT'Ouest.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79311000 Services d'études

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Il s'agit d'un marché ordinaire à tranches optionnelles conclu en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande

publique. Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Cette consultation ne permet pas techniquement d'allotir. Les prestations sont réparties en 2 tranches : TRANCHE FERME : PHASE 1 Diagnostic territorial et Etat Initial de l'Environnement PHASE 2 Elaboration et Débat du Projet d'Aménagement et Développement Durables PHASE 3 Elaboration des pièces réglementaires (règlement écrit, documents graphiques, OAP) PHASE 4 Mise au point du dossier d'arrêt et Arrêt du projet de PLU PHASE 5 Enquête publique et Approbation du PLU par le Conseil Municipal TRANCHE OPTIONNELLE 1: PHASE 6 Modification du dossier en cas de recours au titre du contrôle de légalité Réalisation de prestations similaires Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. Modification du Contrat Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément au chapitre IV : modification du code de la commande publique (Titre IX : Exécution du marché) Forme juridique du groupement En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Coupable d'une faute professionnelle grave :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

Paieement des cotisations de sécurité sociale :

État de cessation d'activités :

Paieement d'impôts et taxes :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VILLE DE GRASSE DANS LE CADRE DE LA REVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Description : Le présent cahier des charges a pour objet de définir la mission d'études et d'assistance technique à la Ville de Grasse dans le cadre de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour la prise en compte des obligations Loi Climat et Résilience et mise en compatibilité avec le SCoT'Ouest. L'exécution des prestations débute à compter de la notification du marché. L'exécution de la tranche optionnelle 1 débutera en fonction d'éventuel recours ou observation du contrôle de la légalité. La durée maximum est de 48 mois jusqu'à l'achèvement de la mission telle que d'écrit dans le CCTP. Les travaux d'études devront commencer dès la réception de la notification d'attribution au titulaire du marché. Le prestataire doit évaluer dans sa proposition la durée de la mission, dans le respect de l'objectif fixé et mentionné ci-dessus. Les délais de réalisation de l'étude englobent l'ensemble des phases de procédure : du lancement des études à la levée des observations du contrôle de légalité préfectoral du PLU approuvé, en prenant en compte l'ensemble des délais nécessaires au bon déroulement de la mission (préparation, animation des réunions, délai de convocation, élaboration des comptes rendus, rédaction et envoi des documents, concertation, délais administratifs, temps de validation...). Le prestataire proposera un planning détaillé qui indiquera la durée de chaque phase et précisera les dates butoirs auxquelles les décisions de validation devront être prises afin que les délais soient respectés. Ce planning prévisionnel, validé par le maître d'ouvrage, fera office de document de référence sur lequel se baseront les pénalités de retard définies.

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79311000 Services d'études

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : VILLE DE GRASSE

Ville : GRASSE

Code postal : 06130

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 48 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : capacité économique et financière de l'entreprise

Description : • Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; • Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Critère :

Type : Autre

Nom : situation juridique de l'entreprise :

Description : • Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; • Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

Description : - Liste des principales prestations similaires effectuées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ; - Démonstration d'une expertise technique dans les domaines suivants : - Urbanisme réglementaire : le candidat doit être en mesure de sécuriser juridiquement le dossier pendant toute la durée de la procédure, afin de limiter les recours possibles (les procédures conduites par le prestataire retenu ne doivent pas avoir fait l'objet d'une procédure partielle ou totale pour vice de procédure au cours des 5 dernières années) - En matière d'architecture, de paysage et d'aménagement opérationnel -

En matière de développement économique - En environnement et développement durable, en mesure d'élaborer le dossier d'évaluation environnementale notamment - En techniques de concertation. La composition de l'équipe retenue ne pourra être modifiée pendant la phase de réalisation des prestations objet du marché, sauf en cas de circonstances exceptionnelles, soumis à l'appréciation et à l'approbation préalable du maître d'ouvrage. En cas de suppléance, des compétences égales seront exigées.

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Prix

Nom : Prix des prestations

Description : Prix des prestations (35%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 35

Critère :

Type : Qualité

Nom : Valeur technique

Description : Valeur technique (65%) 1 - Adéquation moyens humains composition de l'équipe et organisation /qualité d'exécution/mode opératoire /compétences des membres de l'équipe, organigramme/antériorité et qualité des projets (25%) 2 - Compréhension de la commande, démarche qualité, méthodologie proposée et planning détaillé, modalité de communication et concertation (25%) 3 - Délai (15%)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 65

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : www.marches-securises.fr

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : www.marches-securises.fr

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 22/05/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Nice

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ville de Grasse (06)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Ville de Grasse (06)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Nice

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ville de Grasse (06)

Numéro d'enregistrement : 210600699800018

Adresse postale : BP 12069

Ville : Grasse Cedex

Code postal : 06131

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : marches.publics@ville-grasse.fr

Téléphone : +33 497055138

Adresse internet : <https://www.marches-securises.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <http://www.ville-grasse.fr/accueil>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Tribunal administratif de Nice

Numéro d'enregistrement : 17060005000026

Adresse postale : 18 Avenue des Fleurs CS 61039

Ville : NICE CEDEX 1

Code postal : 06050

Subdivision pays (NUTS) : Alpes-Maritimes (FRL03)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-nice@juradm.fr

Téléphone : +33 048997860

Adresse internet : www.nice.tribunal-administratif.fr

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille

Numéro d'enregistrement : 1713000700019

Ville : MARSEILLE CEDEX 06

Code postal : 13282

Subdivision pays (NUTS) : Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays : France

Adresse électronique : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Téléphone : +33 048435455

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : d2f73584-e206-4ee9-84f0-a5c69112c54f - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 07/04/2025 à 13:28

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 07/04/2025